



„Shame – European Stories“ - L'Europe peut contribuer à rétablir une partie de la justice

Madame Pavan-Woolfe, Directrice du Conseil de l'Europe en Italie

Monsieur le Maire Luigi Brugnaro

Chères personnes concernées

Chers représentants des médias

Mesdames et Messieurs

L'Europe a de nombreux visages, derrière moi vous voyez des visages de toute l'Europe.

Les personnes qui se sont laissées photographier pour l'exposition "Shame - European Stories" en sont le témoignage. Elles racontent les abus qu'elles ont subis. Leurs histoires sont bouleversantes. Tant de souffrances ont été infligées et cela au milieu de notre société. Les personnes concernées proviennent des pays les plus divers d'Europe. Leurs histoires de vie sont différentes, mais nous reconnaissons des parallèles. Il ne s'agit pas seulement d'abus passés. Il s'agit aussi de leur vie après.

Aujourd'hui encore, un grand nombre des personnes concernées souffrent d'injustice et de honte. Beaucoup sont opprimées psychologiquement et vivent dans la pauvreté à cause de leurs expériences de la violence. Mais surtout, elles souffrent du grand silence de la société et de la politique. Elles ont été laissées seules dans leur enfance et sont maintenant livrées à elles-mêmes dans leur vieillesse.

Même en Suisse, les cas d'abus ont été un tabou pendant des décennies. Dans les établissements publics et religieux, mais aussi dans les structures privées, des milliers d'enfants ont été systématiquement humiliés, châtiés et parfois abusés sexuellement.

Dans les fermes, des dizaines de milliers d'enfants ont été utilisés comme main-d'œuvre bon marché. Il y a eu des stérilisations forcées, des castrations forcées et des avortements forcés. Les médicaments ont été testés sur des centaines de patients dans des cliniques psychiatriques suisses. Ce chapitre sombre de l'histoire sociale suisse n'a pas été évoqué pendant des décennies. Les victimes n'ont pas été écoutées, ou n'ont pas osé raconter ce qui leur est arrivé. Elles avaient honte de l'abus qu'elles ont subi. Elles étaient sans droits.

Dans ce contexte, ma fondation a lancé une initiative populaire en Suisse et a remporté un succès grâce à la grande solidarité de la population et des politiciens. Aujourd'hui, plus de 10 000 victimes ont été indemnisées : il s'agit d'une contribution de solidarité pour l'injustice subie. Aujourd'hui, l'histoire de ces abus fait l'objet d'un examen approfondi dans tout le pays. Partout dans le pays, des mémoriaux sont consacrés à cette affaire et le sujet est enseigné dans les écoles, des livres sont écrits, des films sont produits. Ce chapitre sombre de l'histoire sociale suisse fait désormais partie de l'histoire de la Suisse. Aujourd'hui, aucune des personnes concernées n'a plus à se cacher, elles peuvent dire : "Je suis la victime, j'ai été lésé".

Faire face au passé en Europe

Les valeurs sur lesquelles l'Europe est fondée sont le respect de la dignité humaine, la liberté et l'égalité, l'État de droit et le respect des droits de l'homme. Dans certains pays européens, des efforts ont été faits pour atténuer les souffrances. Dans la plupart des États, cependant, une confrontation sérieuse avec la question des abus n'a pas eu lieu jusqu'à présent. Lorsque des groupes de victimes de toute l'Europe ont approché notre fondation dans le but de créer un réseau et de jeter les bases d'une initiative européenne sur le modèle de ce qui a été fait en Suisse, il était évident que nous devons soutenir ce projet. C'est ainsi qu'est née Justice Initiative.

L'effort organisationnel et logistique d'une telle entreprise est évidemment énorme. Mais nous pouvons le faire ! Parce que pour moi, le temps est venu pour les victimes d'abus d'avoir enfin une voix. Parce que cette cause est importante, parce qu'elle peut changer l'Europe en mieux.

Nous avons organisé une première réunion en automne de l'année dernière dans la capitale de la Suisse, avec des groupes de victimes de 15 pays. Depuis, nous avons établi des hubs dans toute l'Europe : la Justice Initiative n'est plus seulement une idée, elle est devenue un mouvement : un réseau de groupes de victimes et de protection de l'enfance nous soutient dans les principaux pays du continent. De nombreux directeurs de hub et victimes d'abus sont venus à Venise aujourd'hui. Tous mes remerciements leur sont adressés. Ensemble, nous voulons briser le silence. De plus en plus de victimes d'Europe devraient s'exprimer !

Jamais auparavant dans l'histoire de l'Europe il n'y a eu un tel mouvement de victimes d'abus : maintenant elles se battent toutes ensemble pour la justice. Nous voulons maintenant transformer cette force de la société civile européenne en une force politique dans et pour l'Europe. Dans ce but, les politiciens ont soumis une motion au Conseil de l'Europe qui expose clairement nos principales revendications :

En premier lieu, il est nécessaire de reconnaître l'injustice qui a été commise avec l'abus. Les abus dans les institutions, dans le contexte ecclésiastique, dus à l'histoire coloniale, aux adoptions forcées, etc. doivent enfin être dévoilés.

Deuxièmement, une réévaluation historique et scientifique des cas d'abus dans les différents pays est nécessaire. Seuls ceux qui regardent le passé peuvent construire l'avenir.

Troisièmement, nous avons besoin de formes de réparation pour les victimes qui doivent recevoir un signe alors qu'elles sont encore en vie.

Et quatrièmement : nous devons investir dans la prévention ici et maintenant. Il faut renforcer la protection contre les abus envers les enfants pour la prochaine génération.

Ce soir, nous lançons notre campagne ici à Venise. Il s'agira d'une action de lobbying professionnel au service de toutes les personnes qui, jusqu'à présent, n'ont pas eu de lobby de leur côté.

Au Conseil de l'Europe, nous rassemblerons toutes les forces progressistes pour que notre motion trouve une majorité. Nous sommes convaincus que nous allons réussir. Cette motion sera couronnée de succès et permettra de faire avancer le processus dans les différents pays européens.

Ici, en Italie, nous lançons la campagne internationale et, en même temps, nous entamons également la campagne nationale pour une réévaluation en Italie. Par la suite, il sera possible de visiter l'exposition itinérante dans d'autres pays européens. Partout où cette exposition fait escale, nous lancerons une campagne nationale. Pas à pas, mais avec détermination, nous sommes sur la voie du changement.

L'exposition " Shame - European Stories " vise à ouvrir les yeux et à indiquer la voie vers une solution légitime en Europe. Le soutien du Conseil de l'Europe à cette exposition n'est pas seulement un honneur, il est plein de sens. Il montre que l'Europe, en tant que communauté de valeurs, veut changer. Les victimes, les personnes touchées, les survivants : chacun a le droit de recevoir justice au cours de sa vie.

Venise, le 21 mai 2022

Guido Fluri

